

LE POINT DE VUE DE MICHEL HENOCHSBERG

La crise a été surestimée

Il est désormais envisageable d'oser la question : ne croyez-vous pas qu'on a exagéré l'amplitude et donc la gravité de la crise financière qui a dégénéré en crise économique ? Ne croyez-vous pas que l'effet panique a grossi le sillon de la crise dite du siècle ? N'avons-nous pas été confrontés au spectacle surmédiatisé d'une catastrophe suivie en direct par une planète tétanisée par le désastre promis ?

Les voix expertes s'accordaient : en présence d'une crise exceptionnelle, nous étions partis pour une année 2009 totalement noire, sorte de grande désolation

Tout le monde a eu intérêt à forcer le trait, à invoquer la grande catastrophe et à envisager la fin du monde.

économique. Outre la promesse de faillites retentissantes dans un système bancaire contaminé par des actifs financiers à valeur quasiment nulle, on ne donnait pas cher des grandes variables macroéconomiques à venir.

Or surprise, depuis avril, les marchés boursiers ne cessent de se redresser, refaisant en quatre mois une partie des pertes accumulées. Trois mois consécutifs de hausse de la production manufacturière et une envolée de 9 % des exportations en juillet confirment le rebond de l'économie française. La production manufacturière a grimpé de 0,6 % en juillet. François Fillon ajoutait la semaine dernière : « En 2009, nous pensions subir un recul de 3 %, nous estimons que ce ne sera finalement pas plus de 2,25 %. Pour 2010, nous remontons à 0,75 %, notre prévision de croissance était jusqu'à présent de 0,5 % ».

Si le contexte économique et social demeure maussade, la vie est loin de s'être arrêtée. Pour beaucoup, les temps continuent comme si rien ne s'était passé. On note dans les sphères financières une sorte d'amnésie surprenante qui laisserait penser qu'il s'agissait d'un mauvais rêve.

La coexistence actuelle du désastre qui s'éloigne et de la reprise qui se profile trouble l'observateur. Comment s'y retrouver ? Avons-nous dans la précipitation conféré trop d'impact à des faits surdimensionnés par le cumul des annonces médiatiques, à l'image de l'énumération des injections massives de liquidités par les banques centrales,

oubliant qu'il s'agissait de prêts et non de créations monétaires nettes !

C'est pourquoi nous avançons l'hypothèse de la surestimation de l'événement par l'opinion, les médias et ses experts. Le déséquilibre étant patent, la panique ayant eu lieu, le constat est que tout le monde a eu intérêt à forcer le trait, à invoquer la grande catastrophe et à envisager la fin du monde. La planète médiatisée s'est installée dans la grande crise, supérieure à tout ce qu'on avait vu. Nous baignons dans le superlatif, c'est la loi de notre époque, et l'intérêt immédiat de la plupart des acteurs majeurs.

L'exacerbation unanime de l'événement servait tous ceux qui avaient des responsabilités dans la mesure où la crise a des dimensions extrinsèques aux volontés. Les Etats et les politiques ont exalté la maudite crise qui leur tombait dessus, comme si elle descendait d'une lointaine planète financière, extérieure et malfaisante. Du coup, l'Etat et ses institutions ont le beau rôle : l'immeuble se lézardait de partout, ce n'est pas de leur faute, et en revanche ils colmatent les brèches et sauvent l'édifice. Dès l'annonce de la débâcle financière, il devenait utile à beaucoup de monde que l'événement soit grossi, magnifié et donc surestimé.

Le monde financier a entonné la même exagération qui lui a permis de bénéficier du sauvetage public : « la crise est immense et l'on ne peut pas nous laisser tomber. » Et dans le cadre de l'imbrication économique-financière, cet impératif a parfaitement fonctionné. Tout ce procès qui a fait de la « crise » le pivot permanent du quotidien de chacun, a été orchestré par les médias de toute nature : la crise fait vendre. L'incantation à la catastrophe a été le pain journalier des médias transformés en Cassandre permanents. Le constat est sans appel : la dimension médiatique du contemporain est un facteur exagérateur et donc accélérateur de la mauvaise nouvelle, de la catastrophe.

Les politiques y trouvent leur compte en s'indemnisant de toute imprévoyance en amont, et en se glorifiant de l'efficacité de l'intervention publique. Les organes

financiers ont gagné un sauvetage quasi général de la plage financière dont l'imbrication induit le repêchage général. Les médias ont déversé le lamento quotidien vers une opinion qui s'est crue sur le « Titanic », et ils ont vu évidemment leur audience croître. Et même le secteur automobile, dont les difficultés sont internes, et donc indépendantes de cette crise, réussit à tirer son épingle du jeu en bénéficiant des attentions soutenues des Etats. Et pour boucler cet hymne à une fin du monde, on ne doit pas oublier les experts économistes qui ont apporté une contribution décisive à la théâtralisation, prédisant une grande catastrophe, des voix notoires assurant que c'était bien pire que la grande crise de 1929.

La crise financière et la récession mondiale qu'elle a provoquée ont été clairement surestimées par les médias, relayés par les responsables politiques et économiques ainsi que les experts. Cette exagération coupable, inhérente à la concurrence des médias, a noirci le tableau. Le rebond spectaculaire et inattendu des marchés financiers entre mai et septembre 2009, démentant le pessimisme des prophètes d'apocalypse, témoigne du tropisme mortifère des observateurs, façonné par la troupe médiatique acquise au travail du négatif.

En revanche, cette indéniable surestimation de la crise visible et spectaculaire s'accompagne d'une vraie sous-estimation de la vraie crise en profondeur du système qui s'est manifestée dans les entrelacs des péripéties filmées. La surestimation de la crise économique a escamoté la sous-estimation de la crise de l'économie et de ses valeurs piliers. Les commentateurs de l'actualité ont fait leur miel des dysfonctionnements récents, mais ils ont oublié la crise du capitalisme, annonciatrice d'horizons différents à long terme. Et à notre tour, n'oublions pas que le capitalisme est plastique, que les crises constituent son mode de vie et non son extinction. Au risque de décevoir les guetteurs d'apocalypse, quand le capitalisme est contraint d'avouer ses failles, c'est pour rebondir et mieux renaître, au goût de l'époque.

Michel Henochsberg est professeur d'économie, animateur du Forum d'Action Modernités. Il publie « Vers un autre monde économique », éditions Descartes, 263 pages, 14 euros.

LE POINT DE VUE DE RENÉ SÈVE

La contestation de la mondialisation n'est plus celle du marché

Le mouvement altermondialiste a sans doute connu son apogée en contribuant vigoureusement à l'échec de la réunion ministérielle de l'OMC à Seattle en novembre 1999. Au cri de « Le monde n'est pas une marchandise », les contestataires de la mondialisation libérale préconisaient de sortir du marché les biens communs (environnement, culture, éducation, santé, etc.) afin de développer dans ces domaines des coopérations non marchandes jugées mieux à même d'assurer leur sauvegarde. La libéralisation des services et la propriété intellectuelle selon l'accord Adpic de l'OMC polarisaient les oppositions. Cette vision du monde supposait une incompatibilité absolue entre les mécanismes d'une économie libérale et la préservation de l'environnement, des solidarités et des biens fondamentaux.

Depuis Seattle, on se doit de constater, quelques jours ou semaines avant Pittsburgh et Copenhague, que la « contestation de la mondialisation », dans le contexte de la crise financière et du réchauffement climatique, se développe, sinon dans un paradigme nouveau, du moins dans des considérations plus élaborées. En toute rigueur, le bon slogan, certes moins propice à des mobilisations de masse, serait dorénavant : « Internalisons les externalités ! ». Il ne s'agit plus en effet aujourd'hui de constituer des domaines sanctuarisés hors des marchés mais plutôt de corriger les défaillances de ceux-ci afin d'établir les vrais prix et le juste partage des coûts et des risques. La contestation de la mondialisation, qui voulait jadis limiter l'emprise des marchés, conduit aujourd'hui à en créer ou à en organiser de nouveaux, que ce soit dans le domaine de l'environnement (ceux des marchés de permis) ou de la finance (les chambres de compensation pour les « credit default swap »).

Il y a à cette évolution des causes de fond. La science économique s'est considérable-

ment diversifiée et, ce faisant, a pénétré l'ensemble des problématiques sociales et politiques. La stratégie « impérialiste » d'un Buchanan ou d'un Becker a finalement porté ses fruits et permis de faire de l'éducation, des organisations privées ou publiques, des mouvements de population, des ressources naturelles, du climat, mais aussi de l'altruisme, du bonheur, etc., des objets nécessaires de l'analyse et de l'observation économiques. L'économie s'en est trouvée enrichie en retour, par exemple en élargissant sa conception de la valeur (d'échange, d'usage, mais aussi d'option, de patrimoine, d'existence) pour approcher le prix de la

La contestation de la mondialisation, qui voulait jadis limiter l'emprise des marchés, conduit aujourd'hui à en créer ou à en organiser de nouveaux.

biodiversité et permettre ainsi de mesurer le coût de sa dégradation. La théorie des jeux a apporté, notamment grâce aux économistes Jean-Jacques Laffont et Jean Tirole, à l'idée générale de régulation la possibilité d'une approche formalisée de la circulation de l'information et des incitations. La science économique a ainsi pu brouiller les références établies : les budgets participatifs de Porto Alegre, la ville symbole de l'altermondialisation, ne sont plus seulement perçus comme manifestant l'émergence d'une démocratie alternative au marché, dans une filiation guevariste, mais comme une manière de révéler les préférences individuelles des agents afin d'allouer des ressources limitées de façon optimale, à la manière de Tullock.

Cette rationalisation de la contestation par l'économie s'est accompagnée du retour des Etats. Naguère sur la défensive, ils apparaissent comme indispensables pour orga-

niser ces institutions que sont les marchés. La pression politique pour renforcer la qualité de réglementations complexes et instaurer une coopération des régulateurs ne requiert pas seulement des mobilisations ou des prises de conscience collectives. Pour être efficace, elle nécessite la capacité d'action et de résolution d'un pouvoir organisé, comme l'a montré en première ligne la France pour affronter la crise financière ou pallier les effets de la crise environnementale.

Au total, la contestation de « la mondialisation libérale » a cédé la place à une approche des phénomènes économiques plus

ouverte, aboutissant à des indicateurs multiples, comme l'a souligné la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi dans le rapport qu'elle vient de remettre au président de la République. Y correspondent des coopérations entre acteurs divers, symbolisées dans notre pays par la « gouvernance à cinq », ou au niveau international par des alliances ou des rapprochements qui dépassent le clivage entre pays développés et en développement. Les manifestants de Seattle ont eu d'une certaine manière gain de cause : un autre monde est en train de se construire.

René Sève est directeur général du Centre d'analyse stratégique.

Ce point de vue est publié à l'occasion du 15^e Rendez-vous de la mondialisation, qui se tient jeudi 24 septembre 2009, en partenariat avec « Les Echos ». www.rdv-mondialisation.fr

L'ère des lobbys



LA CHRONIQUE DE JEAN-MARC VITTORI

Le sommet de Pittsburgh n'a pas encore eu lieu, mais Wall Street a déjà gagné. Rien ne va vraiment changer. Il n'y aura pas de plafond aux bonus. Il n'y aura pas de nouvelles instances de régulation financière. Et, surtout, les banquiers ne paieront pas le prix d'un formidable privilège accordé depuis la chute de la maison Lehman : quoi qu'il arrive, les pouvoirs publics seront là pour empêcher leur faillite. Bien sûr, il y aura davantage de précautions techniques, comme des exigences renforcées de fonds propres. Mais pas de primes d'assurance ou de contraintes sur la taille ou le portefeuille d'activités.

Ces non-avancées ne doivent rien au hasard. Elles sont le fruit d'un intense travail de lobbying, mené d'abord par la communauté financière américaine à Washington. « Il semble que les grandes banques n'ont fait qu'accroître leur poids politique depuis que la crise a commencé », constatait avant l'été Simon Johnson, un ancien économiste en chef du FMI, dans un article fracassant (1). Avec un argument simple : si vous ne nous sauvez pas ou même si vous nous mettez des bâtons dans les roues, ça va être la catastrophe.

A vrai dire, les banquiers ne sont pas les seuls à faire jouer le ressort de la peur. Les temps de crise sont favorables aux lobbys bien organisés, qui savent en profiter pour décrocher le bavant. En Europe comme aux Etats-Unis, les constructeurs automobiles ont profité ces derniers mois d'aides massives, impossibles à capter en temps ordinaire. D'autres exemples plus anecdotiques montrent que les drames profitent à qui sait les exploiter. On se souvient par exemple du coup de génie des ascensoristes français. En 2002, en s'appuyant sur l'émotion suscitée par une paire d'accidents mortels, ils ont réussi à faire passer une proposition de loi en six mois imposant des travaux colossaux à l'utilité discutée, leur assurant quinze ans de business !

Les lobbys ont certes de bonnes raisons d'exister. Dans une démocratie, des intérêts particuliers ont toute légitimité à s'exprimer et à exercer des pressions. En France, l'Assemblée nationale et le Sénat planchent d'ailleurs sur un cadre lé-

gal de leur activité. Il arrive même que les lobbys contribuent à l'intérêt général. S'il y a en France un texte définissant les règles sur l'exposition aux ondes électromagnétiques, c'est sous la pression d'un opérateur de télécoms mobile qui voulait savoir à quoi s'en tenir pour implanter ses antennes. Mais tout se passe comme si un équilibre avait été rompu.

Revient alors en mémoire « Super-capitalisme », un livre paru il y a deux ans, sous la plume de Robert Reich (édition française chez Vuibert, en 2008). Cet universitaire américain, qui fut ministre du Travail de Bill Clinton, y dénonçait l'influence croissante des entreprises aux Etats-Unis sur les décisions politiques au détriment de l'intérêt général. En multipliant les exemples : en dix ans, le nombre de lobbyistes a triplé à Washington. Google a dû s'y mettre pour éviter d'être balayé par Microsoft qui sait depuis longtemps comment faire passer des lois favo-

Les entreprises ont d'excellentes raisons de faire progresser leur cause. Le vrai problème est en face, du côté des politiques.

rables à son activité. Etc. A la lecture, le propos semblait classique. Il laisse pourtant un message entêtant. Et si des digues avaient cédé ? C'est le meilleur moyen d'expliquer l'impossibilité de faire passer une réforme sérieuse de la santé en Amérique, face aux efforts colossaux déployés par le corps médical et les laboratoires pharmaceutiques pour l'empêcher. La question ne se pose pas seulement outre-Atlantique. Il en va de même en France, avec, par exemple, les efforts des géants de la téléphonie mobile pour empêcher l'arrivée d'un nouveau rival, qui semblent résonner jusqu'à l'Elysée.

Encore une fois, les entreprises ont d'excellentes raisons de faire progresser leur cause. Le vrai problème est en face. Du côté des politiques qui donnent parfois l'impression de lâcher prise. Parce qu'ils sont liés au monde des entreprises, directement ou via leurs conseillers. Parce qu'ils ont d'autres chats à fouetter. Parce que l'action politique est de plus en plus compliquée tandis que la pression économique est de plus en plus forte. C'est pourtant l'intérêt général qui est en jeu face aux intérêts particuliers. Donc le fondement de la démocratie.

(1) « The Quiet Coup », par Simon Johnson, *The Atlantic*, mai 2009.

LE LIVRE DU JOUR

La création en péril



Le sujet. Alors que les Français viennent une nouvelle fois de plébisciter, le week-end dernier, les Journées du patrimoine, ce livre met en garde contre le risque de transformer notre pays en un vaste musée, au détriment de la création. « On classe à tout va et on rénove plus qu'on innove. » En ces temps de crise, la pierre est décidément une valeur refuge, « alors que ce dont nous avons besoin, c'est de vivant ». Les deux auteurs, Robert Cantarella et Frédéric Fisbach, après avoir dressé un rapide historique des politiques culturelles menées en France depuis François 1^{er}, fustigent l'immobilisme du gouvernement actuel dont le plan de relance a prévu une rallonge pour le patrimoine, mais aucun effort supplémentaire pour le spectacle ou l'art vivant. « On ne peut imaginer de nouvelles formes si ce qui nous entoure n'est pas sans cesse en transformation. »

Les auteurs. Ils sont metteurs en scène et réalisateurs. Robert Cantarella dirigeait le Centre dramatique de Bourgogne et Frédéric Fisbach le Studio-Théâtre de Vitry tout en se préparant à être l'artiste associé du Festival d'Avignon.

Leur motivation. C'est « un anti-musée » qu'ont choisi de faire vivre au cœur du 19^e arrondissement de Paris Robert Cantarella et Frédéric Fisbach dans l'ancien siège des pompes funèbres municipales, le Centquatre, dont ils sont devenus les directeurs selon le souhait de Bertrand Delanoë, à l'origine du projet. Un lieu où le public peut assister à la gestation des œuvres des artistes en résidence, toutes disciplines confondues. Alors que la Mairie de Paris semble elle-même s'interroger sur la greffe possible d'un tel challenge dans son environnement, ce livre apparaît aussi comme un plaidoyer.

M. R.

« L'Anti-musée », de Robert Cantarella et Frédéric Fisbach, 174 pages, 18 euros, Nouveaux Débats Publics.